

# La surenchère sur la destruction du service public : ÇA SUFFIT !

Dans un contexte d'austérité et de destruction des droits sociaux sans précédents, orchestré par le gouvernement Valls, le terrain est désormais préparé pour que s'exprime, lors de la campagne électorale, une surenchère des propositions les plus réactionnaires et antisociales qui nous ont été données d'entendre depuis la Libération et la création de la sécurité sociale.

Parmi ces propositions figurent, comme une obsession, la remise en cause des droits fondamentaux des agents de la fonction publique et la casse du service public, en particulier dans la fonction publique territoriale. Les fonctionnaires servent de boucs émissaires pour justifier les politiques d'austérité.

Ce n'est pas d'austérité dont la population a besoin. Les inégalités sociales ne cessent de s'accroître.

Sous couvert de la réduction du chômage il est proposé de rallonger la durée du temps de travail dans le public (ce qui a été permis dans le privé à cause de la loi « travail ») et de retarder l'âge du départ en retraite : 65, 67 ans ?

Loin de résoudre le problème du chômage ces mesures n'ont d'autres objectifs que de renforcer la précarité, d'entraîner des réductions de salaires et de façon générale de réduire les droits des salariés.

Nous avons besoin au contraire d'investir pour l'avenir. Nous avons besoin de solidarité et de justice sociale.

Il nous faut inventer une nouvelle logique de développement, qui place les besoins humains et environnementaux au centre des priorités, et s'appuie sur une juste redistribution des richesses créées par le travail. Investir pour l'avenir c'est investir dans la formation, l'éducation, la recherche, la santé, les infrastructures, le développement du service public.

Des services publics de qualité, ce sont des agents publics qualifiés, justement rémunérés et disposant de droits.

Avec une véritable réforme fiscale, la création d'un pôle financier public, une autre politique monétaire et du crédit, il est possible d'assurer et de développer les moyens de financement de l'action publique dans ses dimensions territoriales, nationales et européennes!

Alors que la France et l'Europe sont en crise, le gouvernement, conduit une politique sociale et économique d'austérité jamais atteinte : blocage des salaires et cadeaux fiscaux et sociaux au patronat, sans création d'emplois (CICE).

Des missions relevant de l'état, des collectivités territoriales ou des hôpitaux sont abandonnées au profit d'acteurs privés.

Pour les agents publics, ce sont des plans pluriannuels de suppressions d'emplois, la dégradation des rémunérations.

Déjà, aujourd'hui, de nombreux services publics disparaissent dans la ruralité ou les quartiers alors qu'ils sont essentiels à la vie quotidienne des populations qui y vivent : crèche, propreté urbaine, restauration scolaire, centre de loisirs, activités culturelles et sportives, accompagnement social, urbanisme...

Et il serait question d'accentuer encore plus cette politique ?

**On lâche rien : public, privé, tous ensemble pour le progrès social !**